

# Un sous-continent en réinvention

par Laurent Mafféïs

Aucune autre région du monde n'a été autant utilisée par le capitalisme mondial et les Etats-Unis comme cobaye du libéralisme. Aucune n'a encore connu aussi violemment les méfaits de la libre concurrence et de la destruction de l'Etat. Par son expérience tragique et précoce du néolibéralisme, l'Amérique latine est aujourd'hui placée aux avant-postes de l'histoire politique mondiale. Contre toutes les prophéties avancées en 1989 sur la fin de l'histoire, des peuples entiers du sous-continent se lèvent, les uns après les autres, pour tenter d'écarter durablement les solutions libérales. Cette évolution n'a évidemment rien d'irréversible, tant l'emprise états-unienne reste présente et la recherche d'alternatives incertaine. Au lendemain des élections brésiliennes et à deux mois des élections vénézuéliennes, elle mérite au moins que la gauche française s'y intéresse. Surtout à l'heure où certains voudraient la voir s'aligner sur une social-démocratie mondiale qui connaît justement un échec absolu en Amérique latine.

## Le libéralisme discrédité, la social-démocratie dans l'impasse

Subissant progressivement l'impact de la révolution néo-libérale aux Etats-Unis dans les années 1980, l'Amérique latine a été massivement convertie aux recettes du libéralisme (déréglementation, privatisation, baisse de dépenses publiques) avec l'appui des institutions financières internationales. Le résultat fut une paupérisation de masse, puisque depuis les années 1980, le nombre de pauvres en Amérique latine a augmenté de 91 millions et celui des indigents (menacés dans leur survie) de près de 40 millions. Enchaînés aux humeurs du capitalisme mondial par la dette et privés de leurs principaux leviers d'action économique (monnaie, ressources naturelles, budgets), plusieurs pays connurent des crises financières qui aggravèrent encore la paupérisation. Telle l'Argentine où le taux de pauvreté est passé de 19 % en 1999 à plus de 55 % en 2002. Ce désastre économique et social poussa d'abord les populations à chercher des issues du côté des partis sociaux-démocrates, dont certains avaient pu incarner la résistance aux dictatures militaires ou étaient les héritiers des luttes décolonisatrices. En Bolivie (MIR), au Brésil (PSDB), au Mexique (PRI), au Venezuela (AD), au Pérou (APRA), ce sont ainsi des partis membres de l'Internationale socialiste qui promirent de faire reculer la pauvreté tout en accélérant la libéralisation de l'économie. Partout cela produisit la montée du mécontentement populaire et l'explosion des mouvements sociaux, que certains de ces partis n'hésitèrent pas à réprimer dans le sang notamment au Venezuela en 1989 et 1992 (3 000 manifestants tués par balle) et en Bolivie (plusieurs dizaines de

manifestants tués en 2003). Dans certains pays, les partis sociaux-démocrates furent carrément éliminés du paysage politique car privés de toute base sociale (AD au Venezuela, PRI au Mexique, PL en Colombie). D'autres se maintinrent un temps au pouvoir en s'alliant avec la droite (le PSDB au Brésil, le MIR en Bolivie). Certains enfin ont fini par occuper l'espace politique laissé vide par les partis libéraux de droite en déroute. C'est notamment le cas au Brésil ou au Pérou où ce sont des candidats sociaux-démocrates (Alckmin du PSDB au Brésil, Alan Garcia de l'APRA au Pérou) qui ont porté les couleurs de la droite au deuxième tour des élections présidentielles. Le tout avec la bénédiction de l'Internationale socialiste. Dans tous ces pays, **l'impossibilité de répondre aux besoins de la population en accompagnant le libéralisme dans le cadre national** a manifesté pour le plus grand nombre l'impasse sociale-démocrate.

## La gauche en réinvention

Les partis politiques traditionnels étant littéralement balayés par le rejet populaire du libéralisme, les mouvements sociaux et les militants de gauche se sont retrouvés dans beaucoup d'endroits sans débouché politique. Partout, ils furent ainsi confrontés, comme aux premiers temps du mouvement ouvrier, à la double nécessité de construire de nouvelles organisations politiques et de faire émerger des élites politiques totalement nouvelles du fait de la corruption généralisée des classes dirigeantes. D'un pays à l'autre, cette refondation intégrale de la gauche emprunte différentes voies idéologiques, en les combinant souvent les unes aux autres. Indigénisme (Pérou, Bolivie), nationalisme populaire (Venezuela,

Argentine), syndicalisme politique (Brésil, Bolivie), théologie de la libération (Brésil, Venezuela). Entreprise à des époques différentes, cette reconstruction a débouché sur des formes politiques nouvelles, en particulier des fronts politiques intégrant des partis, des syndicats et des associations (voire des églises), tels le PT brésilien, le Frente Amplio uruguayen ou encore le Polo Democratico colombien. Une fois les organisations reconstruites, certains peuples se heurtent ensuite au verrouillage institutionnel instauré par les gouvernements en place, rendant parfois quasi impossible l'utilisation des voies démocratiques existantes pour arriver au pouvoir. Comme en Colombie ou au Mexique où les élections sont officiellement démocratiques mais en réalité manipulées. Et à supposer qu'elle franchisse encore cet obstacle, cette nouvelle gauche est confrontée au pouvoir à la même impasse que les sociaux-démocrates auparavant : l'impossibilité face à la contrainte extérieure, notamment états-unienne, d'ouvrir une véritable alternative au libéralisme dans un cadre strictement national. Certes, les pays les plus puissants comme le Brésil ou le Venezuela peuvent arriver à dégager seuls des brèches, parfois au détriment de leurs voisins. C'est pour cela qu'à l'échelle du sous-continent, il ne semble pas qu'une alternative progressiste soit viable sans une intégration régionale beaucoup plus poussée, qui servirait à la fois de bouclier protecteur pour les premières réalisations alternatives et de point d'appui pour les pays où la gauche est encore en quête du pouvoir. L'intégration démocratique du sous-continent latino-américain est ainsi le principal défi que les présidents Lula et Chavez devront affronter s'ils veulent que leurs pays tournent durablement la page du néolibéralisme.